

# Dans le Sud algérien, l'espoir du changement

Loin d'Alger, Tamanrasset participe à la révolte et attend d'un nouveau régime une amélioration de son sort

## REPORTAGE

TAMANRASSET (ALGÉRIE) -  
envoyé spécial

Leur vie à « Tam » se regarde en sépia. En cette saison des vents, le sable a teint en ocre la lumière du jour. Celle-ci se rapproche drôlement de la couleur du *latay* (thé, en arabe) qu'ils sont en train de préparer. Sous le toit en paille d'une petite cahute, quelques Kel Tamasheq (Touareg) se retrouvent autour de charbons embrasés sur lesquels infuse leur « spiritueux ». La nuit tombe sur Tamanrasset : on s'éclaire avec un téléphone d'un autre temps et on soupire. Beaucoup. Comme ce trentenaire en boubou orangé, assez méfiant, qui n'est pas d'humeur à discuter. « Il faut le comprendre : celui qui a été piqué par un serpent a peur d'une corde », explique l'un de ses amis.

Ce « serpent » qui l'a « piqué », c'est le système algérien. Lui et d'autres ont été condamnés jusqu'à un an de prison pour avoir « pacifiquement manifesté contre le chômage ou le gaz de schiste [que les autorités voulaient exploiter] », raconte l'un d'eux. Leur crime ? « Atroupement non armé », « outrage au président » ou avoir « offensé des organes publics » sur une page Facebook. C'était en 2016, une époque qui semble si loin déjà. Car depuis le 22 février, date de la première manifestation nationale contre le cinquième mandat que souhaitait briguer le président Abdelaziz Bouteflika, ces hommes n'ont pas hésité à reprendre les rues de la ville, pour dénoncer, comme ailleurs en Algérie, « le système mafieux » des hauts dirigeants de l'État.

Chaque vendredi, ils sont plusieurs centaines à défiler le pouvoir en place en reprenant les mêmes slogans qui résonnent d'Alger à Constantine, de Tiaret à Bouira. Le 5 avril, ils étaient près de 500 à répéter, pendant près de trois heures, « qu'ils dégagent tous », un cri de ralliement destiné, notamment, à Abdelkader Bensalah, président par intérim. Touareg en habit traditionnel, Kabyles, Arabes ou Chaouia (Berbères de la région des Aurès), ils se sont retrouvés autour du drapeau vert et rouge et du fanion coloré amazigh mêlés, sous 30 degrés. « L'Algérie est unie et réunie. Dans n'importe quel coin du pays, c'est pareil », se réjouit Ahmed, la cinquantaine, fonctionnaire.

Depuis deux mois, cette petite cité rocailleuse de l'extrême sud du pays est elle aussi secouée par

la révolution pacifique ; mais les autres jours de la semaine, « Tam » est endormie. La capitale du Hoggar, cernée par les majestueuses montagnes de l'Atakor, fracassées et façonnées par les tempêtes passées, semble être continuelle-

ment assoupie. « C'est ça qu'on apprécie ici : le calme, l'espace, la paix, raconte Mourad, un Kabyle installé depuis trois décennies. Ce que j'aime, c'est le mélange des ethnies. Il y a plus de cinquante nationalités chez nous. » Sans conteste, Tamanrasset n'a rien d'une ville du nord de l'Algérie. « Ici, c'est l'Afrique noire, ajoute-t-il. Nous sommes à côté du Niger et du Mali, nous regardons vers le grand Sud. Nous sommes loin du littoral, et donc de l'Occident. »

Comment se sent-on algérien lorsqu'on vit aussi loin de la capitale, à 2052 kilomètres de la Grande Poste d'Alger ? Lorsque l'on pose la question aux Touareg, ils ressortent la même histoire, une fable qui fait leur fierté. « En 1961, lorsque de Gaulle avait proposé à Bey Ag Akhamouk, notre chef, un royaume dont il serait le roi en proclamant l'indépendance du Hoggar, il a refusé, dit avec une force déroutante Ourzid Chenani, 82 ans, de la tribu des Kel Ghela et ancien maire de Tamanrasset. Nous sommes algériens, et nous le serons toujours. »

### Fracture entre le Nord et le Sud

Les âmes et les espoirs peuvent se perdre dans le désert du Sahara encerclant au loin Tamanrasset, chef-lieu de la plus étendue des 48 wilayas (préfecture) du pays – près d'un quart de la superficie nationale –, plus grande encore que la France métropolitaine. Même s'il fait bon vivre à « Tam », le mouvement antisystème a mis en exergue ses profondes difficultés, à commencer par l'éloignement de la capitale. Perchée à 1400 mètres d'altitude, la cité souffre de son isolement et les habitants le ressentent. Comme les denrées alimentaires sont importées, les prix flambent : 150 dinars (1,10 euro) le kilo de pommes de terre, contre 50 à Alger ; 70 dinars la botte de coriandre, contre 10 dans le nord. « Et pendant le ramadan [qui commence début mai], elle se vendra à 150 », explique Ahmed.

In Salah, la première ville en remontant vers le nord, se situe à plus de 660 kilomètres, près de dix heures de voiture ; et la route, cruellement esquinée, est un cauchemar pour tous les chauffeurs. Il y a bien l'avion qui relie en un peu plus de deux heures Ta-

manrasset à Alger, mais il faut payer 30 000 dinars (223 euros) pour un aller-retour, soit le salaire d'un fonctionnaire de base (le smic étant à 18 000 dinars).

C'est ici, au cœur du Hoggar, que l'on constate la fracture algérienne entre le Nord et le Sud. « Négligence politique » pour certains, « volonté politique » pour d'autres, la cité manque d'infrastructures, notamment dans le domaine médical. Les spécialistes comme les ophtalmologues sont rares. L'hôpital Mesbah Bagdad est dans un triste état. Les autorités sont pourtant en train d'en construire un autre, mais le chantier a déjà plusieurs années de retard. « Il ne faut pas tomber malade », résume un infirmier.

Le chômage est pesant et les perspectives compliquées. D'autant que la cité ne cesse de s'élargir jusqu'au pied du mont Adrien : quelque 180 000 habitants y vivent aujourd'hui, ils étaient 120 000 en 2005 et 4 000 il y a près de quarante ans. Elle n'a pas été capable de suivre cette explosion démographique. A titre d'exemple, Tamanrasset ne compte que trois stations d'essence, ce qui

**« L'Algérie est unie et réunie. Dans n'importe quel coin du pays, c'est pareil »**

AHMED  
fonctionnaire

provoque des files interminables et de belles bagarres.

Assis sur la rive de l'oued Sersouf asséché, des Sénégalais, des Maliens et des Nigériens attendent qu'on vienne les débaucher pour effectuer n'importe quelle tâche. Ces jeunes garçons – sans papiers, faux papiers ou régularisés – sont présents dans toute la ville : sur les chantiers, dans les restaurants, aux marchés... Une main-d'œuvre parfois qualifiée et bon marché. Les migrants à « Tam » ? Pour certains, c'est la faute de la France qui pousserait les autorités algériennes à les maintenir dans la zone. Pour une partie des habitants, la présence des migrants gêne. Les Touareg, d'origine berbère, désormais minoritaires, disent avoir peur de ne plus exister et de voir leur identité dissoute dans de futurs métissages.

### Lutte contre Al-Qaïda

Cette présence de migrants se heurte à une situation sociale déjà

douloureuse. Depuis 2010, le tourisme de Tamanrasset, fantasme des grands voyageurs, est plongé dans un profond coma. La ville, extrêmement surveillée, paie cher la lutte des autorités contre les différents groupes terroristes du Sa-

hel comme Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). « Mais nous sommes fiers de ce sacrifice, avance Mohammed Zounga. Sans le Sud, le pays n'aurait pas connu de stabilité. L'armée a eu un rôle important. » Ce trentenaire est le directeur général d'Akar-Akar, agence de voyages emblématique de la ville. « Entre 2010 et 2016, j'ai eu zéro touriste étranger. Une vingtaine, ces deux dernières années. Nous sommes passés d'une centaine d'agences à une trentaine aujourd'hui », assure-t-il. Seuls viennent ici des Algériens du Nord en vacances, et cela ne suffit pas.

Pour sauver son entreprise et ses cinquante employés, il a dû se diversifier : restauration et transport de marchandises. Désormais, le tourisme ne représente que 35 % de son chiffre d'affaires. « C'est triste, car les guides ne font plus leur métier et la jeune génération n'a pas été formée, nous risquons de perdre notre savoir-faire », s'alarme-t-il. « Nous ne sommes pas des terroristes, martèle Baba Agbah Cherifi, 44 ans, un guide réputé pour sa connaissance du Hoggar et ses quelques mois de prison, au début des années 2000, pour avoir participé à des manifestations. Il faut dire en France qu'il faut revenir nous voir. »

« La sécurité est revenue », garantit Mohammed Zounga. En cette période politiquement troublée, il souhaite « le meilleur » pour l'Algérie, mais il tient tout de même à prévenir : « Si une nouvelle République doit naître, elle devra développer l'extrême Sud. Si un jour une autre révolution devait éclater, elle viendra du Sud. Il faut faire attention à ne pas être victime de l'ancien système et du nouveau. » ■

ALI EZHAR

